

Aux professionnels de la presse écrite et parlée

Berne, 13 février 2015

Communiqué de presse

Franc fort : le moment de vraiment mettre en œuvre la transition énergétique

La fédération des entreprises suisses economiesuisse fait du tort à notre place économique suisse lorsqu'elle entend instrumentaliser l'abandon du taux plancher du franc contre la transition énergétique. En effet, la stratégie énergétique est un programme économique qui arrive à point nommé puisqu'il stimule le marché intérieur tout en garantissant à la Suisse un approvisionnement énergétique moderne, durable et efficace. AEE SUISSE, organisation faîtière de l'économie pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, ne veut pas de la polémique lancée par economiesuisse. Elle appelle la fédération à s'engager pour un véritable renforcement de la Suisse et à soutenir enfin de manière constructive la nouvelle politique énergétique.

C'est comme si les adversaires de la transition énergétique, economiesuisse, l'UDC et certaines franges du PLR n'avaient fait qu'attendre ce moment. L'abandon du taux plancher du cours du franc face à l'euro donne aux opposants à la stratégie énergétique 2050 le prétexte pour exiger que l'on se détourne radicalement de la transition énergétique. En présentant ce changement comme un fardeau supplémentaire pour l'économie, ils argumentent de manière pour le moins imprévoyante. Ils méconnaissent le fait que le système énergétique va être fondamentalement modifié dans de grandes parties de l'Europe et que la Suisse avec sa transition «made in Switzerland» a trouvé une réponse adaptée à cette nouvelle donne. La force du franc suisse ne constitue en rien un motif d'arrêt de la stratégie énergétique 2050. Au contraire, elle crée un contexte favorable et avantageux pour aller encore plus de l'avant. Pourquoi ?

- Parce que l'immense majorité des PME suisses a une consommation annuelle de 100 000 kWh et peut donc se procurer son courant sur le marché libre. Or, aujourd'hui, sur les bourses européennes de l'électricité, le prix du courant se négocie à moins de 4 centimes/kWh.
- Parce que dans le cadre de la stratégie énergétique, le supplément RPC a été principalement conçu en fonction de l'industrie particulièrement dépendante de l'électricité. Cela vaut pour les producteurs qui ont une intensité électrique d'au moins 5 % par rapport à la part des coûts pour l'ensemble de la création de valeurs ajoutées.
- Parce que le coût du passage aux énergies renouvelables est en tout premier lieu supporté par les consommateurs d'énergie, selon le principe de causalité. Il en est ainsi tant pour l'électricité avec la rétribution à prix coûtant du courant injecté RPC que pour l'huile de chauffage avec le supplément sur le CO₂.
- Parce que, vue dans son ensemble, la stratégie énergétique 2050 est un vaste projet d'infrastructure qui stimule le marché intérieur et crée des milliers de places de travail. Avec cet atout majeur qu'il se finance très avantageusement, compte tenu du faible coût actuel des capitaux. Et une infrastructure moderne profite à son tour également à l'industrie d'exportation.

Le coût de la transformation de l'approvisionnement énergétique représente une fraction de son utilité économique et de la croissance qu'elle engendre.

- Parce qu'à moyen et long terme, il vaudra la peine de passer aux énergies renouvelables. Pendant la période au cours de laquelle la stratégie énergétique sera réalisée, l'évolution du prix de l'énergie se stabilisera et deviendra prévisible, comme l'a demandé l'économie suisse à maintes reprises. A cela s'ajoute que les énergies renouvelables deviendront à terme plus avantageuses même que les énergies non renouvelables. Si, comme economiesuisse le réclame, l'économie continue de dépendre d'agents énergétiques fossiles et nucléaires importés, elle s'expose à des variations de prix incontrôlables.
- Parce que la baisse actuelle du prix du pétrole a permis une marge de manœuvre pour une certaine augmentation des coûts de production de l'énergie. Plusieurs milliards de francs devraient pouvoir être économisés dans l'ensemble de l'économie du fait de la chute du prix du pétrole. Le milliard de frais supplémentaires résultant de l'augmentation de la RPC et du nouveau supplément sur le CO₂ pèsent par conséquent très peu dans la balance. Ces derniers ne seront d'ailleurs financés que dans une moindre mesure par l'économie puisque ce seront les ménages qui les paieront principalement, selon le principe de causalité. Et ce n'est qu'à moyen terme qu'ils seront perçus comme une charge supplémentaire. Or, personne ne peut dire quel sera le cours du franc à ce moment.
- Parce qu'à long terme, la Suisse doit se libérer de la dépendance des agents fossiles. Aujourd'hui, 40 % de la consommation énergétique en Suisse sert au chauffage et à la préparation d'eau chaude. La plus grande partie de cette énergie est fournie par les agents fossiles. Les investissements prévus dans l'efficacité énergétique des bâtiments mettront un coup de frein à cette dépendance et créeront en même temps des milliers d'emplois.
- Enfin parce que les prix de l'énergie en Europe continueront vraisemblablement de baisser dans les années à venir. Autrement dit, les modes de production coûteux seront de moins en moins prisés. A l'inverse, les énergies renouvelables, en particulier le courant d'origine photovoltaïque, deviendront de plus en plus concurrentielles. En effet, rien qu'au cours de ces cinq dernières années, leurs coûts ont diminué de deux tiers et le potentiel de réduction de leur prix ne finit pas d'être exploité.

En résumé : la stratégie énergétique 2050 n'a que des effets minimes sur l'industrie d'exportation. Au contraire, la stratégie énergétique contribue à long terme à une augmentation de la capacité concurrentielle qui amortira même les conséquences négatives d'un franc fort. Et elle peut être réalisée plus avantageusement que jamais.

Stefan Batzli, directeur d'AEE SUISSE
079 420 46 66

A propos d'AEE SUISSE

AEE SUISSE est l'organisation faîtière de la branche des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Elle défend les intérêts de 24 associations professionnelles et de leurs 15 000 membres ainsi que des entreprises et des producteurs d'électricité qui travaillent et s'engagent pour une gestion responsable de l'énergie. Son but est d'informer le public et les décideurs, de les sensibiliser à une politique durable de l'énergie et de participer activement à la mise en place des conditions économiques et de politique énergétique, tant au niveau national que régional.

aeesuisse.ch